



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Unité départementale des Vosges

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Epinal, le 31/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FENIIX SUEZ RV ENERGIE Rambervillers**

Chemin de Romont  
88700 Rambervillers

Références : S-24-813RP  
Code AIOT : 0006202392

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement FENIIX SUEZ RV ENERGIE Rambervillers implanté Chemin de Romont 88700 Rambervillers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite consiste à contrôler la conformité du suivi des émissions atmosphériques à la suite du réexamen IED et de la publication de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FENIIX SUEZ RV ENERGIE Rambervillers
- Chemin de Romont 88700 Rambervillers
- Code AIOT : 0006202392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT contrôlée est une installation de traitement de thermique de déchets non dangereux.

#### **Thème de l'inspection :**

- Action Nationale 2024 - Conformité incinérateurs aux meilleures techniques disponibles - IED

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Mesures en continu du mercure (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Valeur limite d'émission du mercure	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7 : 7.1.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 3.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1	Sans objet
2	Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.2	Sans objet
5	QAL 2 de l'AMS mercure	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Sans objet
6	Mesure en semi-continu des dioxines et furannes	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 3.2.4.2	Sans objet
7	Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est classé IED pour l'incinération d'ordures ménagères. Il dispose d'une unique ligne d'incinération, encadrée par l'arrêté préfectoral n° 1348/2018 du 17 octobre 2018.

L'usine est soumise aux dispositions des arrêtés ministériels :

- du 20 septembre 2002, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;
- du 12 janvier 2021, relatif aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets, relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La visite a porté sur la bonne prise en compte de certaines prescriptions de ce dernier arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2018.

La visite d'inspection a montré la prise en compte des Meilleures Techniques Disponibles issues du document de référence européen (BREF WI), retranscrites au travers de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, pour les points contrôlés.

Néanmoins, il est attendu des justifications de l'exploitant concernant la mesure en continu du mercure sur 3 points :

- respect des plages de température de l'AMS SM5 ;
- suivi des flux journaliers de mercure ;
- et des concentrations semi-horaires dépassant les 40µg/Nm<sup>3</sup>.

Enfin, le rapport de contrôle des émissions atmosphériques du 16 mai 2024 pour l'intervention du 18 au 22 mars 2024 indique une non-conformité en concentration et en flux du NH3. Des justificatifs concernant la conformité des concentrations et flux semi-heure pour la mesure en continu du NH3 le jour du contrôle, à savoir le 21 mars 2024 sont attendus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de gestion des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li><li>• mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li><li>• examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</li></ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan de gestion des OTNOC, qui se base sur un document de la profession. Ce plan comprend les éléments prévus par l'arrêté ministériel à savoir les risques et les causes d'OTNOC ainsi que leurs conséquences, équipement par équipement de la ligne d'incinération (réception, four, chaudière, traitement des fumées...). Cette liste de conditions OTNOC est traduite et rassemblée en signaux électroniques/informatiques permettant de déclencher le compteur OTNOC.</p> <p>Certains événements déclenchent une temporisation comme un défaut d'alimentation ou défaut d'injection de réactif pour le traitement des fumées. La durée prise en compte pour les temporisations devra, lors des évaluations périodiques (Constat 2) des OTNOC, être justifiée et mise en parallèle avec les événements ayant eu lieu pendant la période analysée.</p> <p>Par exemple, l'exploitant explique que la veille de l'inspection une heure de OTNOC a été comptabilisée car il y a eu un microcoupure sur le ventilateur de tirage. Cet événement a entraîné le déclenchement d'une temporisation d'une heure associée à la OTNOC 1 : 1<sup>ère</sup> heure de fonctionnement avec déchet car le ventilateur de tirage a été remis en marche.</p>

<p>Le 23 juin 2024, le capteur inductif qui indique l'état ouverture/fermeture de la trémie a été perdu, ce qui a entraîné une OTNOC (sans temporisation) de 18 min pour la remise en place de ce capteur.</p> <p>La durée des OTNOC entre janvier et juin 2024 est de 27h47 min.</p> <p>La durée d'indisponibilité de mesure du mercure est suivie par l'exploitant. Entre janvier et juin 2024, cette indisponibilité est de 6h. (voir détail constat 4)</p> <p>Le rapport de mesure semi-continu de décembre 2023 indique pour l'année 2023 une disponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu de 99,90 % sur l'ensemble de l'année 2023. Ainsi, l'indisponibilité est inférieure à 15 % du temps de fonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Évaluation périodique des conditions autres que normales 'OTNOC' (MTD 18)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3, point 3.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'évaluation périodique consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;</li> <li>l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;</li> <li>la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;</li> <li>l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émis) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un classeur rassemblant les fiches « évènements » qu'il réalise lors d'un déclenchement d'une OTNOC. L'évaluation périodique doit être planifiée au plus tard pour janvier 2025. Elle pourra être anticipée en fonction du nombre d'OTNOC recensées durant l'année et de leur durée.</p> <p>A ce jour, du fait de l'entrée en vigueur récente de cette prescription réglementaire, cette dernière apparaît sans objet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre la première évaluation périodique, accompagnée de ses conclusions, ainsi que des éventuelles évolutions du plan de gestion des OTNOC.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Mesures en continu du mercure (MTD 4)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>a) Pour les installations d'incinération</p> <p>[...]</p> <p>- Mercure : mesures en continu</p> <p>[...]</p> <p>(5) le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder 500 h cumulées sur une année</p> <p>(6) dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains CSR, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les données de surveillance en continu du mercure pour les mois de janvier à juin 2024 (Rapport mensuel).</p> <p>Par sondage, l'inspection a consulté les enregistrements journaliers pour la mesure en continu du mercure sur les journées du 23 et 24 juin 2024, ces données témoignent de la surveillance effective en continu (hors période d'indisponibilité).</p> <p>La durée d'indisponibilité de mesure du mercure est suivie par l'exploitant. Entre janvier et juin 2024, cette indisponibilité est de 6 h.</p> <p>En effet, le 06 mai 2024, 4 heures d'indisponibilité ont été comptabilisées. L'exploitant explique qu'il s'agit de l'intervention du prestataire de maintenance. L'exploitant a transmis par mail du 22 juillet le rapport d'intervention de la société qui assure la maintenance qui montre une maintenance importante sur l'analyseur.</p> <p>L'exploitant dispose du certificat QAL 1 (Niveau 1 d'Assurance Qualité) pour l'analyseur mercure nommé SM5. Ce certificat du 31 août 2022 est valable jusqu'au 27 juillet 2027. Les plages de mesure du mercure correspondent à la VLE journalière du mercure. Cet analyseur est situé sur la plateforme de la cheminée et exposé au vent. Le certificat indique que le Système Automatique de Mesure (AMS) doit se situer sur une température ambiante de 5 à 40° C.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que l'AMS n'est pas exposé à une température inférieure à 5° C en hiver ou de mettre en place un dispositif permettant de maintenir la plage de température fixée par le certificat QAL1.</p> <p>La température au niveau de la plateforme sera contrôlée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective
<b>Délai :</b> 3 mois

#### N° 4 : Valeur limite d'émission du mercure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7 : 7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b>  En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :  Hg (7) 0,02 mg/Nm <sup>3</sup>   moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage [...]  (7) Un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm <sup>3</sup> pour les unités existantes, et à 0,035 mg/Nm <sup>3</sup> pour les unités nouvelles sera réalisé.
<b>Constats :</b>  Les rapports mensuels donnent les valeurs en concentration de mercure journalière, mais n'indiquent pas les flux de mercure journalier. Ils montrent que l'ensemble des valeurs journalières (concentration) de janvier à juin sont inférieures au seuil fixé de 0,02 mg/Nm <sup>3</sup> .  Pour la journée du 23 juin 2024, la moyenne des valeurs demi-horaires ou concentration journalière est de 9,76 µg/Nm <sup>3</sup> . La valeur maximale demi-horaire sur cette journée est de 68,05 µg/Nm <sup>3</sup> .  Cette valeur est supérieure au 40 µg/Nm <sup>3</sup> fixé par le point (7) ci-dessus, qui demande spécifiquement pour le suivi du mercure de réaliser un suivi des valeurs demi-horaires dépassant ce seuil. Ce suivi n'est à ce jour pas réalisé par l'exploitant.  Pour la journée du 24 juin 2024, la moyenne des valeurs demi-horaires ou concentration journalière est de 2,05 µg/Nm <sup>3</sup> . La valeur maximale demi-horaire sur cette journée est de 5,49 µg/Nm <sup>3</sup> .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  1 / Il est demandé à l'exploitant de consigner au sein des « rapports mensuels mercure », un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm <sup>3</sup> .  2/ L'arrêté préfectoral du site (17 octobre 2018) mentionne un flux maximal journalier en mercure. Il est donc demandé à l'exploitant de suivre les flux journaliers de mercure et d'insérer les valeurs au sein des « rapports mensuels mercure ».
<b>Type de suites proposées :</b> Demande d'action corrective
<b>Délai :</b> 3 mois

#### N° 5 : QAL 2 de l'AMS mercure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un étalonnage des équipements « de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux » doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181 relative à l'assurance qualité des systèmes de mesurage automatique, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.

**Constats :**

La visite d'inspection du 25 avril 2023 fait état d'une non-conformité du Test Annuel de Surveillance – AST (Annual Surveillance Test) réalisée du 09 au 11 mai 2023 pour les paramètres suivants : Hg et HCl (de l'analyseur redondant).

L'exploitant a réalisé du 04 décembre 2023 au 07 décembre 2023 un QAL2 pour ces paramètres ; le rapport correspondant a été reçu le 01 mars 2024.

Ce QAL2 est réalisé conformément à la norme NF EN 14-181.

Les droites d'étalonnage à retenir sont les suivantes :

Droite du Hg :  $y = 1x - 0,16$   $\mu\text{g}/\text{m}^3$   $r^2 = 1$  validité pour  $0 - 20,6$   $\mu\text{g}/\text{m}^3$

Droite du HCl :  $y = 0,97x - 0,49$   $r^2 = 0,97$  valable sur  $0 - 23,8$   $\text{mg}/\text{Nm}^3$

Ces droites n'étaient pas intégrées au système de traitement des données le jour de la visite.

Par mail du 22 juillet 2024, l'exploitant a transmis des captures d'écran du système de traitement des données montrant l'intégration des droites.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Mesures en semi-continu des dioxines et furannes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 3.2.4.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines. Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'Article 3.2.3.

L'exploitant fait réaliser une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes, dans les conditions prévues à l'Article 3.2.4.3.

Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

A savoir, la valeur fixée au 3.2.3 est de  $0,05$   $\text{ng TEQ}/\text{m}^3$  en moyenne journalière.

**Constats :**

L'exploitant fait réaliser des mesures en semi-continu des dioxines et furanes (cartouches AMESA). Chaque campagne fait l'objet d'un rapport. Les teneurs en dioxines et furannes mesurées sont inférieures  $0,05$   $\text{ng TEQ}/\text{m}^3$  en moyenne journalière. La valeur la plus élevée revient à la période du 03 octobre 2023 au 02 novembre 2023, soit  $0,005$   $\text{ng TEQ}/\text{m}^3$ .

Les rapports consultés (janvier à juin 2024) indiquent une durée de mesure de 27 ou 28 jours soit 4 semaines. Le rapport de mesure semi-continu de décembre 2023 indique pour l'année 2023 une disponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu de 99,90 % sur l'ensemble de l'année 2023.

L'exploitant suit depuis décembre 2023 les PCB-DL sur ces mesures semi-continu.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## N° 7 : Mesure des dioxines et furanes bromées et des PCB de type dioxines (MTD 4)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2, point 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>a) Pour les installations d'incinération [...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- PBDD/PBDF : (dioxines bromées)</li></ul> <p>Fréquence = 1 fois tous les 6 mois</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- PCB de type dioxines :</li></ul> <p>Fréquence = 1 fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8)</p> <p>Fréquence = 1 fois tous les 6 mois pour l'échantillonnage à court terme si les niveaux d'émission sont suffisamment stables (8) (9)[...]</p> <p><i>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré, durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme, que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS-ITEQ/Nm<sup>3</sup>.</i></p> <p><i>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé pour la première fois une mesure court terme des dioxines bromées : PBDD/PBDF et des PCB-DL (dioxine like), lors de l'intervention qui a eu lieu du 18 mars au 22 mars 2024 dont les résultats sont présentés au sein du rapport du 16 mai 2024.</p> <p>Les PCB-DL sont suivis par échantillonnage long terme, mesure semi-continu (cartouche AMESA), depuis décembre 2023 et ce chaque mois à l'instar des dioxines et furannes (constat 6).</p> <p>Les résultats sur prélèvements à court terme du mois de mars 2024 montrent deux teneurs en PCB-DL pour l'essai réalisé le 20 mars 2024 : 0,0037 et 1,56 ng/m<sup>3</sup>. Le rapport n'indique pas la pondération retenue pour aboutir à ces teneurs. Par mail du 22 juillet 2024, l'exploitant a précisé que la première valeur correspond à une pondération en mg ITEQ /Nm<sup>3</sup> et la seconde sans pondération.</p> <p>Les prélèvements longs termes montrent des teneurs faibles comprises entre 0,00005 et 0,00098 ng/Nm<sup>3</sup> TEQ OMS 2005.</p> <p>Les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines like sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm<sup>3</sup> pour les prélèvements longs terme.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Suivant la décision 2019/2010 UE, et contrairement aux dioxines et furannes pondérées suivant les facteurs d'équivalent toxique "OTAN", les PCB-DL sont à pondérer suivant les facteurs de l'OMS.</p> <p>Cette décision fixe des valeurs limites pour la somme "dioxines furannes et PCB-DL". Pour cette somme les résultats doivent être pondérés suivant les facteurs de l'OMS pour tous les composés.</p> <p>Néanmoins ces valeurs limites du tableau 7 de la décision n'ont pas été reprises dans l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 ; elles revêtent donc à ce stade la signification de valeurs-guides.</p> <p>C'est en ce sens qu'il y est fait ici référence.</p> <p>L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur la récente révision des facteurs d'équivalence toxiques de l'OMS/ WHO (version 2005 remplacée par une version 2022).</p>

Elle demande que les résultats de mesures des PCB-DL, à court terme comme à long terme, soit exprimés avec et sans pondération et que ces résultats soient commentés, avec ceux concernant les dioxines, en référence au **tableau 7, point 1.5.2.4 de la décision d'exécution 2019/2010**.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de présenter dorénavant les résultats conformément aux observations ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Valeurs limites d'émission dans l'air en conditions normales (MTD 25,28-31)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 3.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

**Prescription contrôlée :**

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions suivantes, associées aux émissions atmosphériques canalisées résultant de l'incinération des déchets :

Paramètres	Conduit n° 1		
	Valeur moyenne journalière	Valeur moyenne 30 minutes	Flux journalier maximal
Monoxyde de carbone (CO)	50 mg/Nm	100 mg/Nm <sup>3</sup>	73,2 kg/j
Poussières	5 mg/Nm	20 mg/Nm <sup>3</sup>	7,3 kg/j
Carbone organique total (COT)	10 mg/Nm <sup>3</sup>	20 mg/Nm <sup>3</sup>	11,7 kg/j
Acide chlorhydrique (HCl)	8 mg/Nm	50 mg/Nm <sup>3</sup>	11,7 kg/j
Acide fluorhydrique (HF)	1 mg/Nm	4 mg/Nm <sup>3</sup>	1,4kg/j
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	10 mg/Nm	150 mg/Nm <sup>3</sup>	14,6 kg/j
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote	50 mg/Nm	150 mg/Nm <sup>3</sup>	73,2 kg/j
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	5 mg/Nm	20 mg/Nm <sup>3</sup>	7,3 kg/j
Métaux lourds :			
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)		0,03 mg/Nm <sup>3</sup>	0,044 kg/j
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)		0,02 mg/Nm <sup>3</sup>	0,023 kg/j
Total des autres métaux lourds <sup>(1)</sup> (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)		0,3 mg/Nm <sup>3</sup>	0,44 kg/j
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V) + zinc		5 mg/Nm <sup>3</sup>	7,32 kg/j
Dioxines et furannes <sup>(2)</sup>	0,05 ng TEQ/Nm <sup>3</sup>		7,32 .10 <sup>-8</sup> kg/j

<sup>(1)</sup> Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques (particulaires et gazeuses). La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

**Constats :**

Le rapport daté du 16 mai 2024, pour l'intervention du 18 au 22 mars 2024 pour la mesure des rejets atmosphériques normalisée fait état d'une non-conformité en concentration et en flux sur le NH3. Il est mesuré à 6,48 mg/m<sup>3</sup> suite à 3 essais le 21 mars 2024 : 3,69 ; 5,06 et 10,68mg/m<sup>3</sup>.

Le flux est à 9,96 kg/j suite à 3 essais le 21 mars 2024 : 5,29 ; 7,64 et 16,93 kg/j.

L'enregistrement des mesures en continu indique pour le 21 mars 2024 un flux de 4,02kg et une concentration de 2,68mg/m<sup>3</sup>.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les relevés des mesures semi-horaires en concentration et flux pour le 21 mars 2024 et de commenter les écarts entre la mesure normalisée et les mesures en continu notamment en appliquant les incertitudes de mesure.

Ce même rapport met en évidence une non-conformité sur le flux de Nox : avec un flux de 74,59 kg/j. Le rapport mensuel de mars sur les mesures en continu en flux indique 5 dépassements de la moyenne journalière fixée à 73,2kg/j. Le 21 mars 2024, jour de la mesure le flux journalier est de 68,16kg.

<p>Sur la mesure en continu du 28 mars les concentrations journalières dépassent les seuils fixés pour les paramètres HCl, SO<sub>2</sub>, Nox, NH<sub>3</sub>.</p> <p>L'exploitant indique que c'est un évènement sur plusieurs jours avec le 26 et 27 une injection insuffisante d'eau ammoniacale pour abattre les Nox ; suivi le 28 par une dérive sur les 4 paramètres précédemment évoqués. La cause de ces dérives est la saturation du catalyseur.</p> <p>L'un des catalyseurs a donc subi une régénération le 29 mars 2024. Le second en mai 2024.</p> <p>L'exploitant note, suite à cet évènement, que sur ses installations une régénération est nécessaire tous les 6 mois.</p> <p>L'inspection a pu constater que les régénérations sont programmées dans la GMAO.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les relevés des mesures semi-horaires en concentration et flux de NH<sub>3</sub> pour le 21 mars 2024 et de commenter les écarts entre la mesure normalisée et les mesures en continu notamment en appliquant les incertitudes de mesure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Demande de justificatifs à l'exploitant</p>
<p><b>Délai :</b> 1 mois</p>